

LE CONSEIL DES MINISTRES SE RÉUNIRA MARDI

Une loi de finances complémentaire pour les élections

Abdelaziz Bouteflika présidera, mardi prochain, le premier Conseil des ministres de l'année 2012. Et comme nous l'annoncions précédemment, cette réunion sera essentiellement consacrée aux prochaines élections législatives. Mais aussi à la loi de finances complémentaire pour 2012.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous apprend une source très bien informée. «Il s'agira essentiellement de projets d'ordonnances concernant, respectivement, les commissions nationales de surveillance et de supervision des élections du 10 mai prochain, le nouveau découpage électoral ainsi que la

loi de finances complémentaire pour 2012».

L'adoption d'une loi de finances complémentaire, une tradition immuable sous Bouteflika, intervient cependant cette année très tôt. A peine, en effet, la loi de finances pour 2012 est elle entrée en vigueur, le 1^{er} janvier dernier, que le gouvernement en confec-

tionne une autre, complémentaire. «C'est en raison du rendez-vous électoral, nous explique notre source. Toutes les dépenses liées aux élections doivent être encadrées dans la loi de finances.» Ceci étant, le projet d'ordonnance portant loi de finances pour 2012 ne prévoit aucune nouvelle taxe.

«Le président insiste particulièrement sur ce point : en aucun cas il ne doit y avoir une augmentation des prix des produits de première nécessité comme ce fut le cas en janvier 2011 avec les graves événements que l'on sait.» La loi de finances complémentaire prendra,

par ailleurs, en charge toutes les dépenses induites par les différentes augmentations salariales, notamment après la dernière hausse du Smig. Sur un autre plan, exclusivement politique, il est attendu que Bouteflika fasse une importante intervention lors de cette réunion du Conseil des ministres. «Il y a deux préoccupations majeures en ce moment chez le président : le vote islamiste et la régularité du scrutin. Lors de la réunion des six, début janvier, il l'avait clairement signifié. Il tenait à savoir quelles étaient les capacités réelles des partis nationalistes, le

FLN et le RND, pour contrer les partis islamistes. D'où d'ailleurs le choix du jeudi au lieu du samedi pour la tenue des élections.

De sorte à priver les islamistes de profiter de la tribune extraordinaire qu'est la prière du vendredi. De même qu'il avait donné instruction ferme pour éviter une fraude électorale dont les conséquences seraient fatales car pouvant facilement déboucher sur des débordements incontrôlables».

Or, le pouvoir s'emploie depuis janvier 2011, et de manière prioritaire, à calmer le front social et ce, quel qu'en soit le prix. Ahmed Ouyahia ne disait-il pas que «la paix sociale n'a pas de prix» ?

K. A.

OUYAHIA PARLE DE LA COMMISSION ROGATOIRE DU JUGE TRÉVIDIC

«L'Algérie n'a rien à cacher»

C'est à Ouyahia, qui ne compte pas exaucer la réclamation de l'opposition de céder son magistère à un technocrate pour organiser les législatives de la mi-mai prochaine, qu'a échu la première expression officielle relativement à la commission rogatoire internationale du juge anti-terroriste français Marc Trévidic. «L'Algérie n'a rien à cacher dans l'affaire des moines de Tibhirine», a-t-il affirmé jeudi, à l'APN, en marge de la cérémonie de clôture de la session d'automne du Parlement.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Au courant de la semaine, dans le couloir des pas perdus du Sénat, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, avait observé une extrême prudence par rapport à la question.

Sollicité pour savoir quelle attitude les autorités algériennes comptaient observer face à la demande du juge Marc Trévidic de venir en Algérie pour exhumer et autopsier les crânes des 7 moines trappistes et y entendre une vingtaine de témoins, il s'était résumé à dire que la question relevait

de la compétence de son collègue de la justice. Le Premier ministre ne renvoie pas la question au ministre de la Justice, garde des Sceaux. Il prend sur lui d'afficher la sérénité d'Alger dans cette affaire.

«L'Algérie a signé des conventions de coopération judiciaire avec la France», a-t-il déclaré, comme pour dire que, étant donné ces conventions, le juge Marc Trévidic ne court pas une mission impossible en Algérie. «Notre pays a toujours coopéré avec la justice française sur ce dossier»,

a-t-il encore dû rappeler. Déterré après plusieurs années, le dossier des moines de Tibhirine enlevés et exécutés par le GIA dans la région de Médéa en 1996 risque d'irriguer à nouveau la campagne du «qui-tue-qui ?» en Algérie. La dernière en date a été inspirée par le général Bushwalter qui, dans sa déposition devant le juge, avait évoqué «une bévue de l'armée algérienne» qui aurait coûté la vie aux 7 religieux français.

Cette campagne a été poussive, tant est que la thèse avancée par l'attaché militaire à l'ambassade de France à Alger au moment des faits paraissait, de l'avis de nombreux experts, invraisemblable. Même la source à laquelle l'auteur de la déposition attribue son information ne sonnait pas crédible. Un frère d'un des pilotes qui auraient été dans l'escadron qui aurait commis «la bévue», avait-il cité.

S. A. I.

MOURAD MEDELICI À PROPOS DES FRONTIÈRES ALGÉRO-MAROCAINES

«Il n'y a pas de discussions directes et urgentes»

Il ne passe désormais aucune occasion sans que la question de la réouverture des frontières terrestres entre l'Algérie et le Maroc ne soit évoquée avec le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Jeudi, en marge de la cérémonie de clôture de la session d'automne du Parlement, Medelci a attesté une fois supplémentaire qu'«il n'y a pas de discussions directes et urgentes avec le Maroc sur le dossier de l'ouverture des frontières».

Rien de nouveau donc à l'Ouest. La frontière terrestre algéro-marocaine non seulement restera encore fermée mais aussi son ouverture, souhaitée notamment par les Marocains, ne fait toujours pas l'objet de discussions entre les deux pays. Côté algérien, il n'est pas ressenti d'urgence à ouvrir le dossier.

En revanche, côté voisins de l'Ouest, la quête est pressante. Le royaume, qui éprouve les contre-coups économiques de cette fermeture des frontières, perçoit le règlement du problème comme facilitateur

de la coopération dans le reste des domaines. L'Algérie, en revanche, estime qu'il faille d'abord régler au préalable d'autres questions avant d'ouvrir les discussions autour du dossier. C'est ce que le ministre des Affaires étrangères a rappelé jeudi. «Il n'y a pas de discussions directes et urgentes avec le Maroc sur le dossier de l'ouverture des frontières», a-t-il tranché, soulignant, par ailleurs, que «l'Algérie veut consolider ses relations avec le Maroc dans tous les domaines» et que, pour ce faire, «nous allons organiser des ren-

contres bilatérales dans les semaines à venir pour discuter de la coopération dans les domaines économique, social et politique». Ce qui ne veut nullement dire que l'Algérie reste fermée à la proposition de discussions émise itérativement par le Maroc. «Nous discuterons de la question au moment opportun», a affirmé Medelci. Un moment opportun qui, à en croire Medelci, n'a pas coïncidé avec la visite de deux jours en Algérie du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération, Saad Eddine El Othmani. Le ministre algérien des Affaires étrangères a indiqué que la question n'a pas été incluse dans l'agenda des discussions menées au cours de cette visite. Rappelons que lors de son point de presse à Alger conjoint avec son homologue algérien, Saad Eddine El Othmani a indi-

qué que son pays fera la proposition de soumettre la question à l'examen de la commission mixte algéro-marocaine et qu'il pensait que les dirigeants des deux pays accueilleraient favorablement la proposition.

Les frontières entre l'Algérie et le Maroc ont été fermées depuis 1994. Une décision prise par Alger en réaction à l'instauration de manière unilatérale par le Maroc du visa pour les ressortissants algériens.

Le Maroc, qui en même temps avait accusé Alger d'implication dans l'attentat terroriste de Marrakech, a, semble-t-il, fini par comprendre sa douleur. Aussi consent-il d'aborder la question des frontières dans un cadre global qui inclut également la question de la sécurité, la problématique de la drogue et d'autres dossiers d'importance certaine.

S. A. I.

CLÔTURE DE LA SESSION D'AUTOMNE DU PARLEMENT

Bensalah et Ziari stigmatisent l'opposition

Baisser de rideau jeudi sur la session d'automne du Parlement. Les présidents des deux chambres du Parlement, Abdelaziz Ziari (APN) et Abdelkader Bensalah (Sénat), se sont abstenus de s'échanger comme autrefois des piques. Cette fois-ci, ils se sont accordés à stigmatiser l'opposition qui empêche de parlementer en rond.

Pour le président de l'Assemblée populaire nationale, «les critiques ne visaient pas un ou plusieurs parlementaires mais œuvraient à affaiblir le pluralisme et la démocratie en Algérie». Militant du Front de libération nationale, Abdelaziz Ziari commente là un raccourci qui ne s'autorise pas par ailleurs dans les démocraties bien établies. Aux yeux du président de l'APN, la critique est assimilable à une œuvre d'affaiblissement de la

démocratie, ceci alors qu'il est convenu, un peu partout ailleurs, que la contradiction est signe de bonne santé démocratique.

Son homologue du Sénat, Abdelkader Bensalah, prend le même chemin de traverse pour dire que les réformes politiques mises en branle après les émeutes de janvier 2011 ont visé à barrer la route à ceux qui voulaient déstabiliser l'Algérie.

«L'adoption de textes importants

donnera lieu au renforcement du système juridique et la consécration des règles de la démocratie dans l'exercice sera approfondie à tous les niveaux». Commentaire logique, tant est qu'il émane de celui qui a présidé la commission des réformes politiques mise sur pied par le chef de l'Etat pour recueillir les propositions de la classe politique, des acteurs de la société civile et des personnalités nationales. Bensalah et Ziari ont, dans leurs discours respectifs, eu le ton de ceux qui ont le sentiment de la mission accomplie. Ceci même si la session parlementaire qu'ils ont eu à présider a été, de bout en bout, mise au service de l'exécutif qui y a posté sans risque de renvoi aucun une

série de projets de loi. Les deux hommes n'ont pas jugé, aussi, nécessaire d'évoquer la dislocation de l'Alliance parlementaire, avec le divorce du MSP avec ses deux partenaires, le FLN et le RND. Pourtant, c'est l'un des faits marquants de cette session qui a été des plus ronronnantes.

Ziari et Bensalah ont déjà l'esprit à mai prochain. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué d'appeler les partis à travailler à réussir le rendez-vous électoral. En attendant, ils auront à patienter pour passer consigne au terme de la prochaine session du Parlement ou à s'impatienter à renouveler leurs baïls.

S. A. I.

SURVEILLANCE INTERNATIONALE DES ÉLECTIONS

«Une garantie supplémentaire»

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia a expliqué que l'invitation faite aux superviseurs internationaux à l'occasion des prochaines législatives se veut d'être «une garantie supplémentaire» et qui «vise à rassurer l'opposition et prouver la volonté du président de la République et du gouvernement d'organiser des élections neutres».

S'agissant de la mission actuelle d'experts de l'Union européenne en Algérie, Ahmed Ouyahia a souligné qu'elle relève de l'observation préalable. Il a indiqué que le groupe d'experts procédera à l'évaluation de la situation sur le terrain, s'entretenant avec les autorités, les partis politiques et la société civile.

De retour, dans une semaine, à Bruxelles, cette mission élaborera son rapport final. Par ailleurs, ne comptant pas remettre le tablier de son propre chef pour laisser place à un technocrate à la tête du gouvernement à l'occasion des prochaines législatives, le Premier ministre a souligné que la préparation des élections se déroule bien sur le terrain.

Ahmed Ouyahia s'est en outre expliqué sur la non-présentation du bilan de son gouvernement devant le Parlement. A l'opposition, qui l'accuse de s'y être dérobé, il répond que c'est le temps qui a manqué le plus. «La session d'automne du Parlement a été riche en activités, avec l'adoption de plusieurs projets de loi de réformes politiques. De ce fait, il était très difficile de programmer un débat sur la politique générale du gouvernement.» Ahmed Ouyahia n'a pas manqué l'opportunité de titiller l'égo de l'opposition qu'il a accusée de réveil tardif.

«Des partis, très occupés à faire de l'opposition durant cette session, m'ont demandé de présenter mon bilan d'activités quatre jours seulement avant la clôture de cette session du Parlement.» Le manque de temps et la surcharge de la session passent pour être des explications passe-partout. Ce sont les mêmes arguments qui ont prévalu lorsqu'il a fallu au Parlement expliquer pourquoi le vote de la loi budgétaire est intervenu après le vote de la loi de finances et non avant comme le recommandent les textes.

S. A. I.